

# Le P'tit castelroussin

L'expression locale du parti Socialiste AVRIL 2009

## Face à la crise, un seul mot d'ordre : **Solidarité !**



**1. Alors que l'immense majorité des Français voit leur pouvoir d'achats s'effondrer ...**

En 2008, les prix de l'alimentation ont explosé, le prix à la pompe s'est littéralement envolé: aller au travail, aller faire ses courses, emmener ses enfants à l'école s'est mis à coûter cher. Bref, juste vivre est maintenant financièrement difficile!

**2 .... grâce à Sarkozy, les riches sont toujours de plus en plus riches!** Il y a peu, dans une enquête des Echos, on apprend que les grands patrons français sont désormais les mieux payés d'Europe, avec un salaire moyen de 4.7 millions d'euros par an!

Et grâce au fameux paquet fiscal, première mesure du gouvernement de Nicolas Sarkozy, ils paient toujours moins d'impôts!

**Manuel FLAM**

Un seul constat: la politique de la droite est INJUSTE. Elle est faite pour une minorité qui possède, quand tous les autres doivent toujours

faire plus d'efforts pour s'en sortir!

**3. Pour sortir de la crise, il faut mettre l'économie au service de l'homme et retrouver les valeurs républicaines.**

Un constat s'impose: le système économique actuel marche sur la tête. Il ne produit plus de solidarités, il les détruit. Le (chacun pour sa pomme) l'emporte sur le sens du collectif. L'avidité et la cupidité des grands dirigeants ont détruit jusqu'à l'économie elle-même: ils sont les responsables de la crise actuelle.

Nous, socialistes, pensons qu'il faut remettre les valeurs de solidarité, de justice sociale, de fraternité au cœur de toutes les décisions publiques.

Nous ne sortirons pas de la crise si nous ne retrouvons pas ces valeurs : elles sont le ciment de notre République et de la démocratie française!

**4. Le Gouvernement, le Conseil Général, la Mairie doivent défendre les intérêts des salariés et des PME qui sont les vraies victimes de la crise.**

Au niveau national, le Parti Socialiste fait des propositions concrètes avec son contre plan de relance: elles sont présentées dans ce journal.

Dans l'Indre, la priorité, c'est d'aider financièrement les salariés de Montupet, d'Eurostyle, de MEAD Emballage et de Rencast; la priorité c'est d'offrir de nouvelles lignes de crédit aux PMI/ PME.

**5. Nous disposons ici d'atouts incroyables: aujourd'hui, ils ne sont pas exploités.**

La gestion calamiteuse du départ du 517<sup>ème</sup> par nos élus locaux a porté un coup terrible, durable à l'économie de notre ville et de notre département (voir article suivant) !

La frilosité du Conseil Général et de la Mairie, qui se refusent à réaliser des investissements publics importants pour utiliser - enfin - le potentiel de l'aéroport, est une erreur qu'il faut condamner (voir article suivant) .Plus que jamais, face à la crise, tout doit être entrepris par les responsables publics du département pour soutenir les emplois et les salaires!

# Le départ du 517<sup>ème</sup> : une catastrophe économique pour Châteauroux précipitée par l'inaction de la droite locale

les responsables politiques de la Ville et du Conseil Général ont-ils comme objectif d'organiser le lent déclin de Châteauroux en laissant filer sans réagir les emplois et les industries? Dans le contexte actuel, la question se pose.

La gestion du départ du 517<sup>ème</sup> par la droite locale est l'exemple parfait d'une série d'échecs, qui, combinée à de fausses promesses, laisse encore une fois Châteauroux sur la touche.

Retour sur la gestion catastrophique du départ des militaires du 517<sup>ème</sup> :

## **1<sup>ère</sup> étape : le Conseil Général et la Mairie déposent les armes avant même de combattre.**

En Moselle, les conseils municipaux UMP des 128 communes de Château-Salins (Moselle), ont démissionné collectivement pour protester contre le départ du 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes de Dieuze.

**A Châteauroux, notre maire s'est déclaré fataliste. Il a refusé une action concertée avec les élus de gauche, qui pourtant en avaient fait la demande. Pour la droite locale, tout était déjà perdu.**

**Moralité**, lors de l'annonce par François Fillon des mesures de compensations pour les villes qui perdent des militaires:

- Dieuze, ville de 3 608 habitants, bénéficie, pour compenser le départ des effectifs du 13<sup>e</sup> RDP, d'un contrat de site avec une aide financière de 10 millions d'euros ET du remplacement du régiment par une école militaire de 1000 à 1200 élèves et de 350 formateurs !!!
- Châteauroux, ville de 49 600 habitants, bénéficie de l'aide de 10 millions d'euros accordée à tous ... et puis c'est tout!
  - **Et pour finir avec les exemples, la carte militaire de la droite c'est concrètement:**
  - **+ 1000 emplois à Bourges;**

- - 1500 emplois à Châteauroux.

## **2<sup>ème</sup> étape : Contrairement à ce que veut nous faire croire la droite locale, les 10 millions d'euros accordés ne compenseront jamais le départ des militaires!**

Jean-François Mayet, déclare qu'avec les 10 millions d'euros « il va pouvoir faire d'Ozan une vitrine industrielle en matière de développement durable, et ... qu'il va développer l'activité aéroportuaire. »

**Rappelons d'abord que le départ du 517<sup>ème</sup>, c'est plus de 1500 familles qui vont quitter notre territoire, c'est plus de 37 millions d'euros de salaires par an qui ne viendront plus irriguer l'économie locale.** Ce départ engendrera la fermeture, dans nos communes, d'au moins 20 classes. Combien de fournisseurs, de sous-traitants, de commerçants vont, en pleine crise, se trouver asphyxiés?

**les 10 millions d'euros compenseront le départ des militaires du 517<sup>ème</sup> pour... trois mois. Après, c'est une perte nette pour Châteauroux et pour l'Indre!**

S'agissant de la plaine d'Ozan, le projet du maire est d'y construire des usines à risques (type Seveso) : qu'on nous explique comment ce projet peut devenir la « vitrine du développement durable » ?

Le départ du 517<sup>ème</sup> est une catastrophe dont les seuls responsables sont ceux qui ne sont pas battus pour défendre les intérêts de notre Ville et de notre département.

## **3<sup>ème</sup> étape: Avec les zones franches, les fausses promesses continuent: on se moque du monde!**

Certainement conscient que le départ non compensé des militaires allait plonger l'Indre dans une situation catastrophique, Hubert Falco secrétaire d'État chargé de l'aménagement du territoire, décide de la mise en place de 71 zones franches dans l'Indre. Ce que cela signifie concrètement?

Cela veut dire que, dans les communes qui l'acceptent, chaque entreprise qui s'implantera dans une zone franche bénéficiera durant cinq ans d'une exonération de taxe professionnelle.

**Que penser de cette mesure?**

- **Elle est bonne si et seulement si les avantages fiscaux profitent à de nouvelles entreprises qui viennent s'implanter sur le territoire pour profiter de la zone franche. Sinon, ce n'est qu'un cadeau fiscal de plus aux entreprises qui sont déjà là et ça ne permet pas de relancer le développement économique des zones.**
- **Elles reposent essentiellement sur des exonérations de Taxe Professionnelle.**

**4ème étape: Nicolas Sarkozy annule**

**les mesures d'Hubert Falco en décidant de supprimer la Taxe Professionnelle.**

Dans son intervention du 29 janvier 2009, le Chef de l'Etat a annoncé la suppression de la Taxe Professionnelle pour 2010 : et PATA-TRAS, c'est toute la France qui va bénéficier des exonérations d'Hubert Falco pour l'Indre ... Or si tout le monde bénéficie du même avantage, c'est comme si personne n'en bénéficiait du tout.

Encore une fois, au final: rien pour l'Indre!

**La gestion catastrophique du départ du 517<sup>ème</sup> pourrait prêter à sourire: quand les militaires ne seront vraiment plus là, c'est la grimace que nous ferons en repensant à cette terrible année 2008 !**

## **LE PARTI SOCIALISTE FAIT DES PROPOSITIONS POUR AGIR VRAIMENT CONTRE LA CRISE!**

Relançons la croissance en investissant dans la protection de l'environnement et en augmentant le pouvoir d'achat des français! Nous proposons 5 mesures fortes:

0+ **le versement d'une aide immédiate de 500 euros dès le mois d'avril 2009 à tous les bénéficiaires des minimas sociaux et à tous les bénéficiaires de la prime pour l'emploi**

0+ **Une revalorisation du SMIC de 3% au 1<sup>er</sup> avril 2009, et une revalorisation immédiate des allocations logement de 10%**

0+ **le gel immédiat de toutes les suppressions de postes dans la fonction publique** 0+ **Un plan de rénovation écologique et d'isolation de 400 000 logements par an** 0+ **l'augmentation des crédits publics en faveur des technologies propres**

**Mettons fin aux rémunérations indécentes des grands patrons: une loi est nécessaire pour encadrer les abus!**

Jean-Marc Ayrault, le Président du Groupe PS à l'Assemblée Nationale, a annoncé que les socialistes défendront une proposition de loi le 30 avril 2009 pour mettre fin à ces "rémunérations pharaoniques.

Deux mesures fortes seront proposées:

0+ **la suppression des stock-options, pendant cinq ans, sauf pour les entreprises naissantes**

0+ **le plafonnement des salaires des dirigeants pour les entreprises aidées, à 300.000 euros, sur le modèle de Barak Obama.**

# Le développement économique de l'aéroport l'heure du bilan ...

Certains diront que ça fait 30 ans qu'on attend, 30 ans qu'on nous promet le décollage de l'aéroport. ... et qu'on ne voit rien venir ! Mais **depuis 2007 les choses changent**. C'est maintenant la Région Centre qui gère l'aéroport avec à sa tête notre député Michel SAPIN. 2008 à d'ailleurs été une bonne année avec une augmentation importante du chiffre d'affaires. Cependant, toutes les capacités de l'aéroport ne sont pas exploitées.

**la question n'est donc pas « pourquoi ça ne marche pas ? » mais « qu'avons-nous fait pour que ça marche? »**

Le Conseil Général et la Ville de Châteauroux vous répondront : « On a rallongé la piste! On a construit des hangars ! On a acheté du foncier à côté des pistes! » Certes! Mais c'était il y a au moins 10 ans. Et depuis? Plus rien!

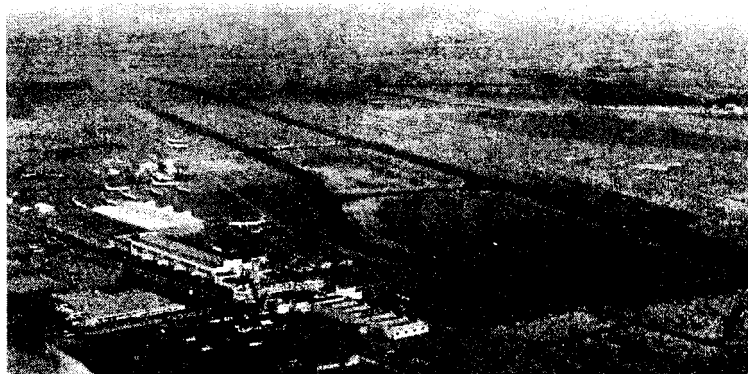
**Comment la Région Centre et Michel SAPIN ont choisi de développer cet outil extraordinaire?**

Tout d'abord en **renforçant le fret**. Mais cela ne peut pas se faire sans **un travail collectif**. L'augmentation du volume de fret traité à Châteauroux pourrait profiter à la filière logistique toute entière. Si l'on arrivait à fidéliser collectivement des compagnies aériennes ce sont nos exportateurs qui bénéficieraient d'une porte ouverte sur l'international. Et pourquoi ne pas accueillir de compagnies « low cost » pour développer le transport de passager ? **L'attentisme du Conseil Général quand Il était exploitant a sérieusement compromis nos chances dans ce domaine.**

Ensuite en **développant économiquement la réserve foncière de 40 ha**. Le Conseil Général qui a acquis ce foncier n'en a rien fait. Pourtant il s'agit là d'une mine d'or. Un industriel

qui veut travailler sur les avions, pour les construire, les entretenir, les transformer ou les déconstruire doit disposer d'une usine directement raccordée à une piste d'aéroport. **La Région considérant que ce patrimoine était rare et qu'il pouvait être créateur d'une activité économique importante au niveau local** a souhaité associer les collectivités de notre département à sa gestion en créant une Société d'Economie Mixte. **Le Conseil Général et l'Agglomération n'ont accepté d'y rentrer qu'à condition de n'investir que 200 000 euros quand la Région y met plus d'un millions d'euros.**

Pour réussir, et cela est possible, il faut que



**l'Agglomération Castelroussine et le Conseil Général acceptent de participer au financement des gros projets industriels et de manière significative.** Est-ce le cas? A vous de juger ...

Sur le projet de création de l'usine de maintenance des avions, **créateur de 120 emplois minimum**, et qui s'appuie sur un investissement de 25 à 30 millions d'euros, **le Conseil Régional annonce une participation à hauteur de 3 millions d'euros tandis que le Conseil Général et l'Agglomération ne participent qu'à hauteur de 225 000 euros chacun!**

## ... le temps des responsabilités.